

Structure et évolution des PEA bancaires au premier trimestre 2004

Sur la base des résultats de la dernière enquête trimestrielle menée par la Banque de France auprès des établissements bancaires, la valeur des titres déposés sur des comptes PEA (plan d'épargne en actions) s'établissait, à fin mars 2004, à 86,8 milliards d'euros, en progression de 3,3 % d'une fin de trimestre à l'autre. Cette évolution reflète essentiellement celle des cours boursiers. L'encours à fin mars 2004 est encore inférieur de 16 % à son plus haut niveau, atteint à fin septembre 2000.

Au cours de ce trimestre, les détenteurs de PEA ont procédé, globalement, à des achats nets de titres (toutes valeurs confondues), pour environ 120 millions d'euros, soit 0,1 % de l'encours à fin décembre 2003. Les titres d'OPCVM et les actions françaises et européennes ont fait l'objet de flux d'acquisitions nettes d'environ, respectivement, 66 millions et 54 millions d'euros. Les liquidités en dépôt sur les comptes espèces associés aux PEA (4,3 milliards d'euros) ont augmenté de 70 millions d'euros.

Le nombre de PEA ouverts à fin mars 2004 s'élevait à 7,429 millions, en progression de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ce nombre s'est accru de 0,7 %, contre 1,8 % un an auparavant.

La répartition de la composition des portefeuilles PEA entre titres d'OPCVM (62 %) et actions (38 %) n'a quasiment pas varié par rapport au trimestre précédent.

Alain DAJEAN
Cécile CHENESSEAU
*Direction des Études et Statistiques monétaires
Service d'Études sur les valeurs mobilières*

La Banque de France réalise, chaque trimestre, une enquête sur la composition des plans d'épargne en actions (PEA) auprès des principaux réseaux bancaires, des entreprises d'investissement, de la Caisse des dépôts et consignations et de la Poste.

Créé en 1992, le plan d'épargne en actions (PEA) permet, sous certaines conditions de durée, allant de 5 à 8 ans, d'effectuer des placements en bourse bénéficiant d'une fiscalité réduite.

Les sommes versées sur le PEA doivent être employées à l'acquisition de titres français ou européens cotés ou de titres non cotés éligibles à ce régime. Les titres cotés éligibles comprennent les actions ou certificats d'investissement émis par des sociétés ayant leur siège en France ou dans un autre État membre de la Communauté européenne, les droits ou bons de souscription ou d'attribution attachés à ces actions, les titres de SICAV et fonds communs de placement et de fonds communs de placement à risques (FCPR) et fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) détenant au moins 75 % de titres de sociétés françaises ou de la Communauté européenne. Les titres non cotés éligibles sont les actions, certificats d'investissement de sociétés, parts de SARL, titres de capital de sociétés coopératives émis par des sociétés ayant leur siège en France ou dans un autre État membre de la Communauté européenne et les bons de souscription ou d'attribution attachés à ces titres.

Depuis le 1^{er} janvier 2002, le cadre juridique du PEA a été modifié afin de prendre en compte la dimension européenne des circuits de financement de l'économie et continuer de favoriser le renforcement des fonds propres des entreprises en orientant une part de l'épargne collectée vers le financement de l'innovation. Cette réforme comporte trois volets :

- les actions « européennes » (émises par des entreprises ayant leur siège dans un pays de l'Union européenne) sont désormais éligibles ;
- depuis le 1^{er} janvier 2003, les titres de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et de fonds communs de placement (FCP) dont l'actif est composé d'actions européennes dans le cadre de leur quota minimum d'investissement en actions (uniformisé au taux de 75%) sont également éligibles ;
- les parts de FCPR et de FCPI peuvent aussi être souscrites dans le cadre du PEA.

Le plafond du PEA a été relevé à 120 000 euros en 2002, puis à 132 000 euros en 2003.

Les données présentées ci-après permettent, d'une part, d'apprécier le comportement des titulaires de PEA au cours du premier trimestre 2004 et, d'autre part, d'établir des comparaisons entre les comptes PEA et l'ensemble des portefeuilles de titres. Les résultats globaux précèdent une information plus détaillée par grandes catégories d'établissements.

1. Évolution des titres placés sous dossier PEA

1.1. Évolution globale

Composition, évolution et structure des PEA bancaires

(montants en millions d'euros, variations et structure en %)

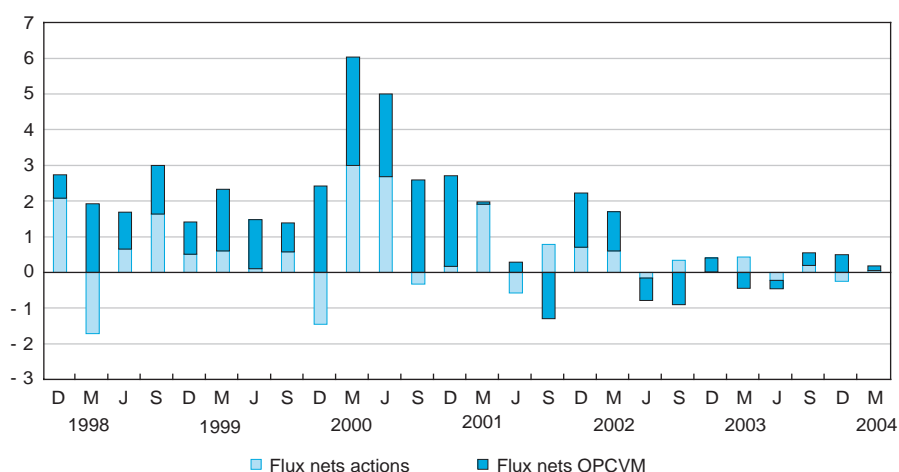
	Montant		Structure		Variation
	Décembre 2003 (a)	Mars 2004	Décembre 2003 (a)	Mars 2004	Mars 2004/ Déc. 2003
Actions	31 694	32 965	37,7	38,0	4,0
Titres d'OPCVM					
« actions, diversifiés et garantis »	52 375	53 850	62,3	62,0	2,8
Total	84 069	86 815	100,0	100,0	3,3
Nombre de PEA	7 398 350	7 428 571			0,4

(a) Données révisées

L'encours des titres placés sous dossier PEA a augmenté de 3,3 % au cours du premier trimestre 2004, après une progression de 7,5 % au trimestre précédent. La composante « actions » s'est accrue de 4,0 %, après une augmentation de 9,5 % au quatrième trimestre 2003 (pour mémoire, la variation de l'indice SBF 250 a été de + 3,4 % et celle de l'indice EuroStoxx 50 de + 1 %). La composante « OPCVM » a augmenté de 2,8 %, après une hausse de 6,3 % au quatrième trimestre 2003, pour une progression de l'indice composite des titres d'OPCVM « actions, diversifiés, garantis » de 3,1 %.

Composantes du PEA

(flux nets en milliards d'euros)

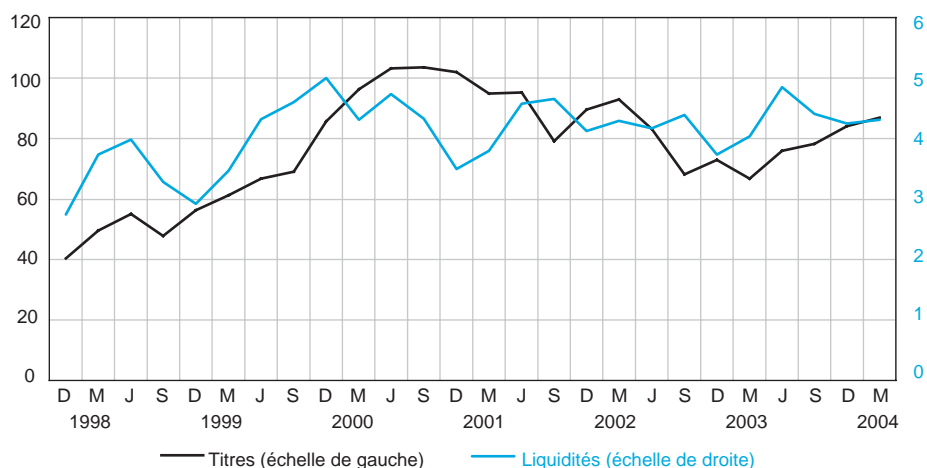


Au cours de ce trimestre, les titulaires de PEA ont procédé à des achats nets de titres d'OPCVM et d'actions estimés à, respectivement, 66 millions d'euros et 54 millions.

Le total des liquidités déposées sur les comptes espèces associés à un PEA est resté stable, à 4,3 milliards d'euros à fin mars 2004 ¹.

Encours de titres et liquidités

(en milliards d'euros)



À fin mars 2004, la part des actions européennes représentait 5,7 % des actions détenues sous dossier PEA, contre 5,6 % à fin décembre. L'encours d'actions européennes se composait à 86,4 % d'actions d'entreprises de la zone euro. Les investissements en parts de FCPI ou de FCPR, placements qui bénéficient déjà en propre d'une fiscalité incitative, sont toujours peu répandus dans les portefeuilles détenus à travers un PEA.

¹ Source : statistiques monétaires

1.2. Évolution par types de dépositaires

Composition et structure des PEA bancaires

(montants en millions d'euros, structure et variations en %)

	Montant		Structure		Variation
	Décembre 2003	Mars 2004	Décembre 2003	Mars 2004	Mars 2004/ Déc. 2003
<i>Banques spécialisées dans la gestion de portefeuille et entreprises d'investissement</i>					
Actions	3 170	3 276	67,1	67,2	3,3
Titres d'OPCVM					
« actions, diversifiés et garantis »	1 557	1 602	32,9	32,8	2,9
Total	4 727	4 878	100,0	100,0	3,2
<i>Les trois grandes banques</i>					
Actions	9 579	9 866	42,0	42,4	3,0
Titres d'OPCVM					
« actions, diversifiés et garantis »	13 255	13 397	58,0	57,6	1,1
Total	22 834	23 263	100,0	100,0	1,9
<i>Autres établissements</i>					
Actions	18 945	19 823	33,5	33,8	4,6
Titres d'OPCVM					
« actions, diversifiés et garantis »	37 563	38 851	66,5	66,2	3,4
Total	56 508	58 674	100,0	100,0	3,8
Total général	84 069	86 815			3,3

(a) Données révisées

Majoritairement composés de titres d'OPCVM (66,2 %), les PEA ouverts dans les autres établissements (banques mutualistes) ont enregistré une progression de 3,8 %, légèrement plus forte que celle des établissements de marché (banques spécialisées dans la gestion de portefeuilles et entreprises d'investissement) et des grandes banques (respectivement 3,2 % et 1,9 %).

Nombre de PEA

(structure et variations en %)

	Nombre de plans		Structure		Variation
	Décembre 2003 (a)	Mars 2004	Décembre 2003 (a)	Mars 2004	Mars 2004/ Déc. 2003
<i>Banques spécialisées dans la gestion de portefeuille et entreprises d'investissement</i>					
	80 284	80 418	1,1	1,1	0,2
<i>Les trois grandes banques</i>					
	1 725 013	1 729 641	23,3	23,3	0,3
<i>Autres établissements</i>					
	5 593 053	5 618 512	75,6	75,6	0,5
Total	7 398 350	7 428 571	100,0	100,0	0,4

(a) Données révisées

Au premier trimestre 2004, le nombre des PEA a de nouveau légèrement augmenté (+ 0,4 %, contre + 0,2 % au quatrième trimestre).

2. Le PEA et les autres comptes-titres

Les comparaisons entre PEA et comptes-titres ordinaires portent sur le quatrième trimestre 2003, les résultats de l'enquête-titres du premier trimestre 2004 n'étant pas encore disponibles.

2.1. Poids et caractéristiques du PEA au sein des comptes-titres

Sur la base de la dernière enquête-titres disponible ², la valeur des titres figurant dans les PEA à fin décembre 2003 (84,1 milliards d'euros) représentait environ 28,7 % de l'ensemble des portefeuilles-titres ³ des ménages (293,4 milliards d'euros), et 49,1 % ⁴ de l'encours dans les comptes-titres des seules valeurs éligibles au PEA (167,4 milliards).

Portefeuilles moyens

	(montants en euros)					
	Compte-titres moyen		PEA moyen			
	Décembre 2003		Décembre 2003		Mars 2004	
	Montant	Structure	Montant	Structure	Montant	Structure
Actions françaises	5 558	29,1	4 045	35,6	4 183	35,8
Titres d'OPCVM « actions, diversifiés et garantis »	5 357	28,0	7 079	62,3	7 249	62,0
Obligations françaises, valeurs étrangères autres titres d'OPCVM	8 209	42,9	238	2,1	255	2,2
Portefeuille moyen	19 124	100,0	11 363	100,0	11 687	100,0

Au 31 mars 2004, la valeur moyenne des PEA recensés dans l'enquête s'élevait à 11 687 euros, en progression de 2,8 % par rapport au trimestre précédent.

Pour mémoire, la valeur moyenne des comptes-titres, calculée sur un peu plus de 15,3 millions de comptes, était de 19 124 euros au 31 décembre 2003.

La part des titres d'OPCVM « actions, diversifiés et garantis » est, dans les PEA, près de deux fois plus élevée que celle des actions, alors qu'elle est sensiblement équivalente pour l'ensemble des comptes-titres.

² Cf. l'enquête *Les placements en valeurs mobilières des agents économiques au quatrième trimestre 2003* parue dans le *Bulletin de la Banque de France* n° 124 d'avril 2004.

³ Actions françaises, obligations, titres d'OPCVM et valeurs étrangères

⁴ Si on exclut de ce calcul les actions non cotées, dont une faible part est déposée sur des comptes-titres (elles figurent pour 2,2 millions d'euros dans les PEA et pour 10,8 milliards dans l'ensemble des comptes-titres), le pourcentage s'élève à 51,1 %. Le ratio relatif aux valeurs non cotées figurant dans les comptes-titres ressort ainsi à 20,4 %.

2.2. PEA et autres comptes-titres selon les types d'établissements dépositaires

Poids du PEA dans les portefeuilles-titres selon les types d'établissements en décembre 2003

(en %)

Banques spécialisées dans la gestion de portefeuille et entreprises d'investissement	
Poids du PEA dans les portefeuilles-titres (a)	22,0
Poids du PEA dans les valeurs éligibles (b)	30,5
<i>Actions françaises</i>	25,3
<i>Titres d'OPCVM « actions, diversifiés et garantis »</i>	50,6
Les trois grandes banques	
Poids du PEA dans les portefeuilles-titres (a)	23,9
Poids du PEA dans les valeurs éligibles (b)	39,2
<i>Actions françaises</i>	32,6
<i>Titres d'OPCVM « actions, diversifiés et garantis »</i>	45,5
Autres établissements	
Poids du PEA dans les portefeuilles-titres (a)	32,1
Poids du PEA dans les valeurs éligibles (b)	58,0
<i>Actions françaises</i>	39,1
<i>Titres d'OPCVM « actions, diversifiés et garantis »</i>	75,1

(a) Actions, obligations, OPCVM y compris les valeurs étrangères

(b) Hors actions de l'Union européenne

PEA et compte-titres moyens selon les types d'établissements en décembre 2003

(montants en euros)

	Les trois grandes banques		Banques spécialisées dans la gestion de portefeuille et entreprises d'investissement		Autres établissements	
	Montant	Structure	Montant	Structure	Montant	Structure
PEA moyen	13 237	100,0	58 878	100,0	10 103	100,0
Actions françaises	5 269	39,8	37 199	63,2	3 191	31,6
Titres d'OPCVM « actions, diversifiés, garantis »	7 684	58,0	19 394	32,9	6 716	66,5
Autres titres	284	2,1	2 286	3,9	196	1,9
Compte-titres moyen	26 020		94 876		15 408	

Le montant moyen des PEA avoisine 50 % du montant moyen des comptes-titres dans les trois grandes banques. Ce ratio est sensiblement plus élevé pour les banques spécialisées dans la gestion de portefeuille (62,1 %) et surtout pour les autres établissements (65,6 %).